

# Etudes Statistiques Evaluation

## Indicateurs régionaux : emploi, marché du travail, politiques d'emploi, solidarité

Les indicateurs de la période observée (1er trim. 2023 pour l'emploi salarié, l'intérim, le taux de chômage, 2ème trim. 2023 pour la demande d'emploi) s'inscrivent globalement dans la continuité des précédents : ils sont bons. On retiendra en particulier la hausse des effectifs salariés, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi, le taux de chômage régional qui, au 1er trimestre 2023, est le meilleur de France. Des signes de ralentissement sont toutefois bien visibles, avec un nombre d'intérimaires en baisse assez marquée, et le retour de difficultés impactant la pérennité des entreprises (remontée des défaillances), et des plans de ruptures collectives de contrats de travail (plans de sauvegarde de l'emploi, ruptures conventionnelles collectives) touchant un nombre croissant de salariés. Les pages 6 et 7 réunissent les données disponibles au niveau départemental.

### L'activité économique est stable au 2ème trimestre 2023.

#### Un léger repli est attendu dans l'industrie et dans la construction

D'après l'enquête de la Banque de France auprès des chefs d'entreprises de la région, l'activité économique du mois de juin 2023 est globalement stable, avec un léger rebond dans l'industrie, hors caoutchouc - plasturgie.

**L'industrie connaît en juin un niveau d'activité en légère hausse**, tirée en particulier par le secteur des équipements électriques et électroniques. L'IAA montre des signes de reprise, mais dans ce secteur comme dans la plasturgie, les carnets de commande sont d'un niveau insuffisant.

**Les services marchands ont un volume d'activité stable**, le transport - entreposage demeurant toutefois en baisse. Hôtellerie et restauration enregistrent, à l'inverse, une nette reprise.

**Dans le secteur de la construction**, le bâtiment se maintient, les Travaux Publics fléchissent.

**Les perspectives globales sont à la stabilité ou à un léger repli, en particulier dans l'industrie et la construction.**

### La demande d'emploi décroît à nouveau au 2ème trimestre 2023

**La demande d'emploi de catégorie A baisse en Pays de la Loire au 2ème trimestre 2023.** Sur un trimestre comme sur un an, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est plus marquée en région qu'au niveau national (comparer -0,7% et -0,1% sur 1 trim., -7,7% et -5,0% sur un an).

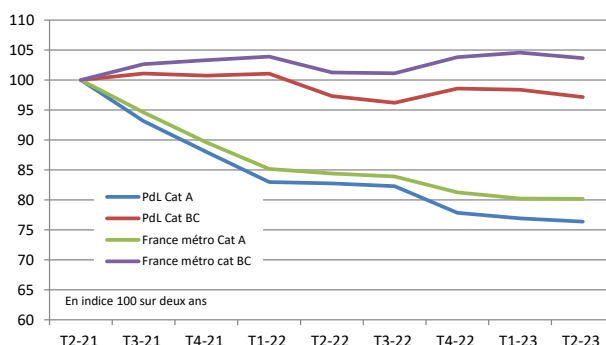
Considérées ensemble, les cat. ABC sont également en baisse sur un trimestre et sur un an, avec là aussi des évolutions plus favorables en région qu'en France métropolitaine.

Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sur les listes de Pôle Emploi poursuit sa décline, la part de ce public sur le total se réduisant à 44,4% du total ABC. Cette proportion est plus faible en France métropolitaine (43,8%).

\* Date d'arrêt des chiffres : 2023T2 pour la demande d'emploi et les entrées en contrats aidés, 2023T1 pour l'emploi salarié, l'intérim, et le taux de chômage, ainsi que pour les prestations sociales en région Pays de la Loire.

Dates particulières : 2022T4 pour l'insertion par l'activité économique, 2023T1 pour l'apprentissage et les stocks en contrats aidés.

### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (séries CVS-CJO)



### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre<sup>(1)</sup>

	2023 T2	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
<b>Pays de la Loire :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	129 570	- 0,7	- 7,7
Catégories B, C	146 730	- 1,2	- 0,2
Catégories A, B, C	276 300	- 1,0	- 3,9
<b>France métropolitaine :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 799 500	- 0,1	- 5,0
Catégories B, C	2 268 100	- 0,9	+ 2,4
Catégories A, B, C	5 067 700	- 0,4	- 1,9

Source : STMT, Pôle Emploi, DARES

Calcul des CVS-CJO : DARES

(1) Les catégories de demandeurs d'emploi :

Catégorie A : en recherche active, disponibles, sans emploi

Catégories B, C : en recherche active, en activité réduite

Catégories A, B, C : en recherche active

# La demande d'emploi

## Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Catégorie A	Pays de la Loire			France	
	2023 T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
<b>Hommes</b>	<b>64 260</b>	-0,5	-8,1	+0,2	-5,1
< 25 ans	10 510	-0,4	-3,3	+0,8	+2,3
25 - 49 ans	36 970	+0,6	-8,4	+1,0	-5,6
50 ans et plus	16 780	-2,9	-10,4	-1,6	-7,4
<b>Femmes</b>	<b>65 300</b>	-0,9	-7,2	-0,4	-5,0
< 25 ans	9 780	-1,0	-2,2	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	38 240	-0,5	-7,3	+0,3	-5,0
50 ans et plus	17 280	-1,9	-9,9	-1,9	-7,7
<b>Total</b>	<b>129 570</b>	<b>-0,7</b>	<b>-7,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-5,0</b>
< 25 ans	20 290	-0,7	-2,8	+0,4	+2,1
25 - 49 ans	75 210	+0,1	-7,8	+0,6	-5,3
50 ans et plus	34 060	-2,4	-10,1	-1,7	-7,5

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES  
Calcul des CVS-CJO : DARES

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	2023 T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
<b>Hommes</b>	<b>127 160</b>	-0,8	-3,2	-0,2	-1,3
< 25 ans	19 480	-0,5	-3,4	+0,4	+1,5
25 - 49 ans	76 490	-0,7	-3,3	-0,1	-1,4
50 ans et plus	31 200	-1,0	-2,8	-0,6	-2,3
<b>Femmes</b>	<b>149 130</b>	-1,2	-4,4	-0,7	-2,4
< 25 ans	19 930	-1,4	-3,9	-0,1	+0,1
25 - 49 ans	88 180	-1,3	-4,7	-0,6	-2,5
50 ans et plus	41 030	-0,9	-4,0	-0,9	-3,1
<b>Total</b>	<b>276 300</b>	<b>-1,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,9</b>
< 25 ans	39 410	-1,0	-3,6	+0,2	+0,8
25 - 49 ans	164 660	-1,0	-4,1	-0,4	-2,0
50 ans et plus	72 230	-0,9	-3,5	-0,7	-2,7

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES  
Calcul des CVS-CJO : DARES

## Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	2023 T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	153 660	-0,4	+1,9	+0,0	+4,1
<b>DELD :</b>					
1 à 2 ans	50 140	+0,6	-1,4	+1,4	-0,0
2 à 3 ans	22 520	-2,7	-23,9	-1,9	-20,8
3 ans et plus	49 980	-3,6	-10,9	-3,2	-10,3
<b>Total DELD</b>	<b>122 640</b>	<b>-1,8</b>	<b>-10,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>-8,6</b>
<b>Part des DELD</b>	<b>44,4 %</b>	<b>-0,3 pt</b>	<b>-3,1 pt</b>	<b>-0,3 pt</b>	<b>-3,2 pt</b>

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES  
Calcul des CVS-CJO : DARES

## Les demandeurs d'emploi indemnisés en France métropolitaine

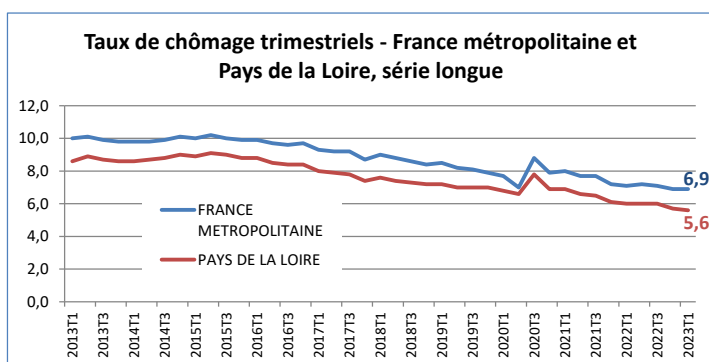
Données cvs	2022 T1			2022 T4			2023 T1		
Assurance chômage	2 394 167	2 414 900	2 458 333						
Solidarité Etat	300 033	257 667	252 033						
Autres*	106 567	113 300	114 533						
<b>Total des DE indemnisés</b>	<b>2 800 767</b>	<b>2 785 867</b>	<b>2 824 900</b>						
<b>Part des DE indemnisables **</b>									69,0%
<b>Part des DE indemnisés parmi les DE indemnisables ***</b>									70,1%

Au 2022T3

Source : Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS)  
\* Autres : ARE et AREF sous conv. de gestion, rému. formation, rému. de fin de formation  
\*\* Part des DE indemnisables : total des DE indemnisables / DEFM de Cat. A, B, C.  
\*\*\* Part des DE indemnisés : total des DE indemnisés / DE indemnisables  
Champ : France métropolitaine

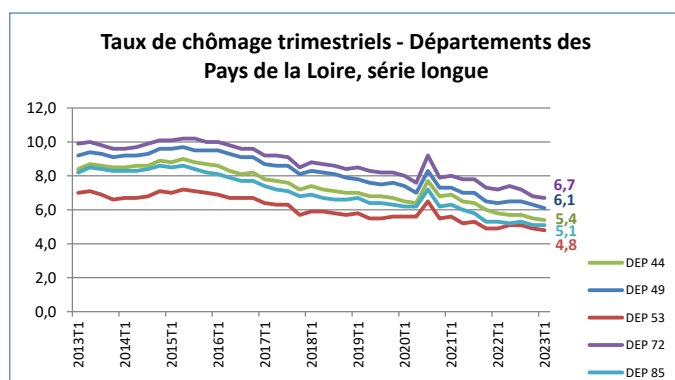
# Les taux de chômage

## Taux de chômage - Région et France



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

## Taux de chômage - Départements



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision



# Indicateurs de conjoncture

## Les défaillances d'entreprises

### Nombre de jugements d'ouverture de procédures collectives

	Pays de la Loire			
	Compar. 2023T2 / 2022T2		Cumul depuis janvier	
	2023 T2	Var. (%) sur 2022 T2	Cumul 2023	Var. (%) sur 2022
Sauvegarde	16	+ 45,5	44	+ 46,7
Redressement Jud.	179	+ 31,6	396	+ 47,8
Toutes Liquidat* jud.	401	+ 35,5	925	+ 33,3
<b>Tous jugements</b>	<b>596</b>	<b>+ 34,5</b>	<b>1 365</b>	<b>+ 37,6</b>
Nb emplois impactés sauvag.	137	+ 328,1	814	+ 209,5
Nb emplois impactés RJ	1 119	+ 55,2	3 224	+ 69,2
Nb emplois impactés LJ	902	+ 47,9	1 888	+ 37,1
<b>Tous emplois</b>	<b>2 158</b>	<b>+ 58,3</b>	<b>5 926</b>	<b>+ 67,2</b>

Source : Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce (CNGTC)

ns : non significatif

**Sauvegarde** : la procédure de sauvegarde est réservée aux entreprises ou débiteurs personnes physiques qui ne sont pas en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés qu'ils ne peuvent surmonter et qui sont de nature à les conduire à la cessation de leurs paiements (impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible). L'objectif de cette procédure est de permettre la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif, en procédant à une réorganisation de l'entreprise dans le cadre d'un plan arrêté par le Tribunal.

**RJ - Redressement Judiciaire** : la procédure de redressement judiciaire doit être mise en œuvre par toute entreprise en situation de cessation de paiement. Elle permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation.

**LJ - Liquidation Judiciaire** : si l'entreprise ne peut être redressée, elle devra fermer ; c'est la procédure de liquidation judiciaire. Le tribunal compétent est soit le tribunal de commerce, soit le tribunal de grande instance si le dirigeant n'est inscrit ni au registre du commerce et des sociétés, ni au registre des métiers.

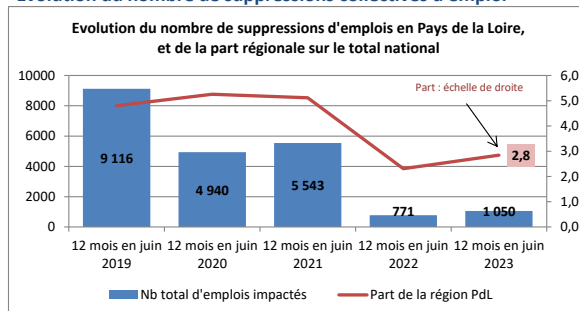
## L'impact des Plans de Sauvegarde de l'Emploi et des Ruptures Conventionnelles Collectives

### Nombre d'emplois dont la suppression est envisagée lors du dépôt de la demande de validation ou d'homologation

Nb d'emplois impactés en région *	Pays de la Loire			France
	Cumul sur 12 m. 2023 T2	Cumul sur 12 m. fin 2023 T2	Ecart (%) sur 12 m. à fin 2023 T2	Ecart (%) sur 12 m. fin 2023 T2
Industrie	93	300	+ 1,0	- 51,4
BTP	10	16	- 87,0	+ 100,5
Tertiaire	141	734	+ 109,1	+ 42,0
<b>Tous secteurs (y compris agriculture)</b>	<b>244</b>	<b>1 050</b>	<b>+ 36,2</b>	<b>+ 10,5</b>

Source : DGEFP, Système d'information dédié aux Plans de sauvegarde de l'emploi et Ruptures Conventionnelles Collectives - Impact régional même si la procédure est gérée par une autre Dreetts

### Evolution du nombre de suppressions collectives d'emploi



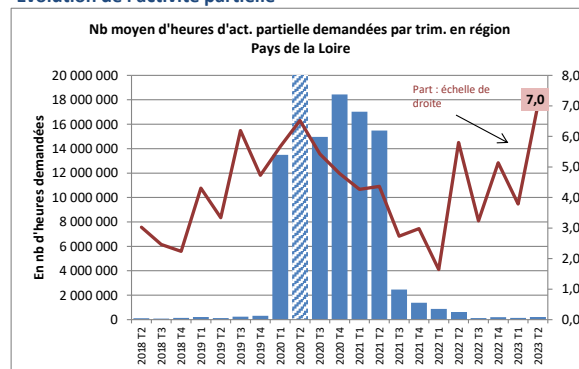
## La demande d'activité partielle

### Nombre d'heures autorisées

	Pays de la Loire			France
	Nbre moyen des 3 derniers mois (2023 T2)	Nbre moyen des 12 derniers mois	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente	Var. (%) cumul 12 mois/année précédente
Industrie	133 953	85 111	- 77,5	- 75,2
BTP	16 502	15 011	- 81,9	- 82,3
Tertiaire	62 223	61 845	- 92,5	- 95,1
<b>Tous secteurs (y compris agriculture)</b>	<b>217 780</b>	<b>171 199</b>	<b>- 87,1</b>	<b>- 92,7</b>

Source : DARES/DREETS

### Evolution de l'activité partielle



NB. Le nombre d'heures réellement autorisées au 2ème trimestre 2020 (crise sanitaire, demandes massives déposées pour le 2ème trimestre et les suivants) dépasse en réalité 114M. Dans le graphique, ce nombre est ramené à 20M (barre hachurée).

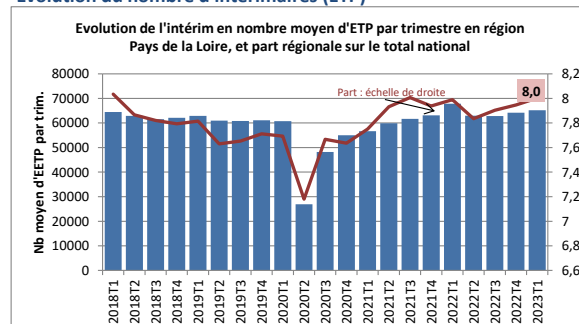
## Le travail temporaire

### Nombre d'emplois équivalents temps plein

	Pays de la Loire			France
	2023 T1 (nombre moyen)	Nbre moyen du 2022 T1	Ecart (%) sur 1 an (2022T1)	Ecart (%) sur 1 an (2022T1)
Industrie	31 183	31 477	- 0,9	- 1,3
BTP	10 233	10 337	- 1,0	- 2,9
Tertiaire	22 690	24 227	- 6,3	- 5,3
<b>Tous secteurs (y compris agriculture)</b>	<b>64 415</b>	<b>66 414</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 3,5</b>

Source : Dares - Traitement : DARES / DREETS, données cvs

### Evolution du nombre d'intérimaires (ETP)



# Les salariés en entreprise

## (Etablissements du secteur marchand)

Pays de la Loire  
2023 T1

	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Pays de la Loire				France Métropolitaine			
	Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an		Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an	
		en nbre	en %			en nbre	en %	
<b>Agriculture (non communicable)</b>								
<b>Industrie</b>	267 789	23,8	+ 5 278	+ 2,0	3 235 576	17,4	+ 39 583	+ 1,2
<b>Construction</b>	98 561	8,8	- 70	- 0,1	1 585 574	8,6	+ 6 317	+ 0,4
<b>Tertiaire marchand hors intérim</b>	664 298	59,0	+ 17 485	+ 2,7	12 617 268	68,0	+ 287 562	+ 2,3
<b>Intérim</b>	66 878	5,9	- 764	- 1,1	790 768	4,3	- 18 188	- 2,2
<b>TOTAL SECTEURS MARCHANDS</b>	<b>1 125 655</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 21 612</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>18 543 872</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 315 695</b>	<b>+ 1,7</b>
<i>Pour informat° : Tertiaire non marchand</i>	<i>451 372</i>		<i>+ 3 738</i>	<i>+ 0,8</i>	<i>8 399 639</i>		<i>+ 30 704</i>	<i>+ 0,4</i>
<i>Pour informat° : Total avec tertiaire non march<sup>d</sup></i>	<i>1 577 026</i>		<i>+ 25 350</i>	<i>+ 1,6</i>	<i>26 943 511</i>		<i>+ 346 398</i>	<i>+ 1,3</i>

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

\* Pour l'intérim, les écarts annuels sont mesurés en fin de trimestre par l'Insee, ils ne sont pas comparables aux écarts mesurés en moyenne trimestrielle par la Dreets.

**Avertissement :** L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

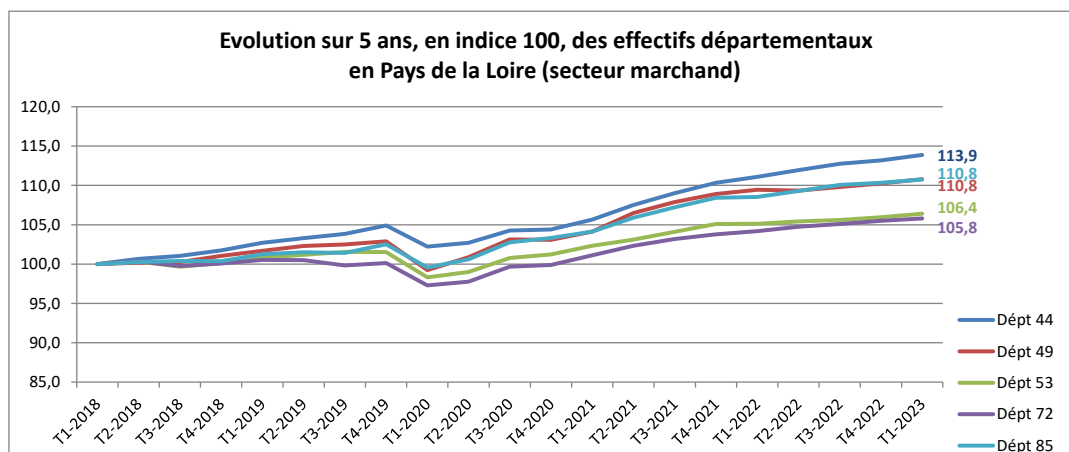
Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec les Urssaf (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. »

## Evolution de l'emploi dans les départements et poids sur le total régional

Départements des Pays de la Loire  
2023 T1

	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Nbre de salariés	Poids sur total régional	Evolution sur un trim.		Evolution sur un an		Pour mémoire, données du même trim. n-1	
			en nbre	en %	en nbre	en %	Nb sal.	Poids/rég.
<b>Loire-Atlantique</b>	475 199	42,2	+ 2 948	+ 0,6	+ 11 627	+ 2,5	463 572	42,0
<b>Maine-et-Loire</b>	222 836	19,8	+ 1 055	+ 0,5	+ 2 722	+ 1,2	220 114	19,9
<b>Mayenne</b>	82 186	7,3	+ 351	+ 0,4	+ 993	+ 1,2	81 193	7,4
<b>Sarthe</b>	144 215	12,8	+ 431	+ 0,3	+ 2 211	+ 1,6	142 005	12,9
<b>Vendée</b>	201 219	17,9	+ 796	+ 0,4	+ 4 059	+ 2,1	197 160	17,9

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee - Champ : secteur marchand



# Les données départementales

## Les demandeurs d'emploi

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>DEFM Cat. A au 2023 T2</b>	<b>49 520</b>	<b>29 770</b>	<b>8 130</b>	<b>21 440</b>	<b>20 700</b>	<b>129 570</b>
Variation (%) sur 1 trim.	- 0,2	- 1,2	- 1,7	- 0,5	- 1,1	- 0,7
Variation (%) sur 1 an	- 7,9	- 7,5	- 8,1	- 8,0	- 6,8	- 7,7
<b>Hommes</b>	<b>24 770</b>	<b>14 630</b>	<b>4 180</b>	<b>10 580</b>	<b>10 090</b>	<b>64 260</b>
<b>Femmes</b>	<b>24 750</b>	<b>15 140</b>	<b>3 950</b>	<b>10 850</b>	<b>10 610</b>	<b>65 300</b>
< 25 ans	7 360	4 720	1 370	3 780	3 070	20 290
25-49 ans	30 130	17 140	4 700	12 160	11 080	75 210
> 50 ans	12 030	7 920	2 060	5 500	6 550	34 060
DELD (Cat. A, B, C)	45 900	29 000	7 610	19 450	20 680	122 640

Sources : STMT - Pôle emploi, DARES

## Les difficultés des entreprises

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>Défaillances 2023 T2</b>						
<b>Nb de Sauv + RJ + LJ</b>	<b>255</b>	<b>109</b>	<b>44</b>	<b>53</b>	<b>135</b>	<b>596</b>
Evolution annuelle (%)	+ 43,3	+ 84,7	+ 10,0	- 11,7	+ 27,4	+ 34,5
Sauvegardes	7	4	0	1	4	16
Redressements Jud.	87	20	20	14	38	179
Liquidations Jud.	161	85	24	38	93	401
<b>Activité partielle 2023 T2</b>						
Nbre moy mensuel du trim.	41 198	73 337	10 667	53 909	38 669	217 780
Evol. / 2022T2 (en %)	- 76,3	- 50,3	- 33,8	+ 3,2	- 79,9	- 62,6
<b>PSE - RCC 2023 T2</b>						
Nb d'emplois impactés	64	23	79	62	16	244
<b>Cumul 12 mois 2023 T2</b>	<b>588</b>	<b>165</b>	<b>94</b>	<b>145</b>	<b>58</b>	<b>1 050</b>
Evol <sup>o</sup> ann. / 12 mois préc.	+ 41,0	+ 32,0	+ 571,4	+ 28,3	- 43,1	+ 36,2

Sources : voir détail page 4

## Les politiques d'emploi

Entrées cumulées des trois derniers mois disponibles	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
<b>CIE Jeunes   PEC 2023 T2</b>	92	177	62	62	18	25	66	68	57	67	295	399
Emplois francs	59		69		6		38		16		188	
<b>Contrat d'app, entrées 2023 T1</b>	<b>996</b>		<b>375</b>		<b>159</b>		<b>283</b>		<b>390</b>		<b>2 203</b>	
Cumul sur 12 mois	20 238		10 796		4 227		6 622		8 959		50 842	
<b>IAE, entrées sur 3 puis 12 mois</b>	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
ACI (ateliers et chantiers d'ins.)	717	3 002	500	1 993	273	1 039	408	1 640	338	1 381	2 236	9 055
AI (associations intermédiaires)	249	972	278	1 250	13	42	53	202	206	805	799	3 271
EI (entreprises d'insertion)	238	988	299	1 216	69	278	101	441	109	413	816	3 336
ETTI (ent. de trav. temp. d'ins.)	194	940	134	595	52	232	35	220	95	405	510	2 392

IAE : données cumulées sur trois mois, puis sur douze mois, arrêtées au 2022T4

Sources : voir détail page 3

## Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

(Etablissements du secteur marchand)

2023 T1	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
Agriculture : non communicables	nc		nc		nc		nc		nc		nc	
<b>Industrie</b>												
Effectif	86 047		56 597		25 753		39 450		59 943		267 789	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,9		+ 0,6		+ 0,3		+ 0,2		+ 0,3		+ 0,5	
Evol. / 2022T1	+ 2,1		+ 2,1		+ 1,4		+ 0,8		+ 2,9		+ 2,0	
<b>Construction</b>												
Effectif	39 680		20 007		7 447		11 265		20 163		98 561	
Evol. trim. précédent (en %)	- 0,0		+ 0,0		- 0,5		- 0,3		+ 0,3		- 0,0	
Evol. / 2022T1	+ 0,6		+ 0,7		- 0,1		- 0,3		- 2,0		- 0,1	
<b>Tertiaire marchand sans int.</b>												
Effectif	314 295		123 406		41 161		80 623		104 813		664 298	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,9		+ 0,9		+ 0,2		+ 0,7		+ 1,1		+ 0,9	
Evol. / 2022T1	+ 3,1		+ 2,2		+ 1,3		+ 2,0		+ 3,3		+ 2,7	
<b>Total marchand</b>												
Effectif	475 199		222 836		82 186		144 215		201 219		1 125 655	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,6		+ 0,5		+ 0,4		+ 0,3		+ 0,4		+ 0,5	
Evol. / 2022T1	+ 2,5		+ 1,2		+ 1,2		+ 1,6		+ 2,1		+ 2,0	
<b>Intérim ETP (au dép<sup>t</sup> utilisateur)</b>	23 923	- 0,9	12 452	- 7,2	5 645	- 8,7	9 801	+ 3,2	12 594	- 4,5	64 415	- 3,0
dont Industrie	9 021	+ 5,1	6 096	- 3,1	3 401	- 10,3	5 383	+ 6,6	7 282	- 6,2	31 183	- 0,9
dont Construction	4 900	- 4,4	1 721	- 6,1	635	- 5,1	1 083	+ 8,5	1 895	+ 10,7	10 233	- 1,0
dont Tertiaire	9 973	- 3,8	4 501	- 12,3	1 548	- 6,9	3 296	- 3,2	3 373	- 7,8	22 690	- 6,3

Précision intérim : nb moyen trimestriel en ETP par grands secteurs, puis évol. annuelle

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

## Minima sociaux et prestations sociales, repères

En France, fin 2019, 1,92 million de foyers bénéficient du **revenu de solidarité active (RSA)**, ce qui représente une hausse de 0,6 % par rapport à fin 2018. Les effectifs avaient déjà augmenté légèrement en 2018 (+1,1 %) après avoir diminué les deux années précédentes (-0,5 % en 2017 et, surtout, -4,3 % en 2016).

Fin 2020, 2,06 millions de foyers bénéficient du RSA, soit une hausse de 7,4 % en un an. Cette forte hausse est consécutive à la crise sanitaire. Avec les conjoints et les enfants à charge, 3,87 millions de personnes sont couvertes par le RSA fin 2019, soit 5,8 % de la population. 21 % des allocataires perçoivent aussi la prime d'activité.

En France, fin 2019, 351 500 personnes perçoivent l'**allocation de solidarité spécifique (ASS)**. Délivrée sous condition de ressources et d'activité passée, elle est destinée aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage. Elle est la principale allocation chômage du régime de solidarité financé par l'État. La baisse du nombre de ses allocataires, amorcée en 2016, continue en 2019 (-7,4 % en un an), mais elle est moindre qu'en 2018 (-11,1 %).

En 2020, le nombre d'allocataires augmente (+0,9 %) pour atteindre 354 700 fin décembre. Cette hausse, une première depuis 2015, est liée à la crise sanitaire.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non salariés, dès 18 ans. En France, fin 2019, 4,50 millions de foyers en bénéficient, soit une augmentation de 42,7 % en un an après une hausse de 10,9 % en 2018. Cette très forte augmentation est la conséquence de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes.

Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère augmentation de 1,6 % en un an.

En France, fin 2019, 1,22 million de personnes bénéficient de l'**allocation aux adultes handicapés (AAH)**, destinée à des adultes handicapés aux revenus modestes. Deuxième minimum social en nombre d'allocataires, après le RSA, les effectifs de l'AAH ne cessent d'augmenter depuis sa création, il y a plus de quarante ans. Sept allocataires sur dix sont des personnes seules et sans enfant.

Fin 2020, 1,24 million de personnes bénéficient de l'AAH, soit une augmentation de 1,3 % en un an.

Source : PANORAMAS DE LA DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) - SOCIAL - Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - ÉDITION 2021

## Minima sociaux et prestations sociales en Pays de la Loire

### Les foyers bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

2023 T1	Loire-Atlantique, taux de pauvreté 2020 : 10,0	Maine-et-Loire, taux de pauvreté 2020 : 11,1	Mayenne, taux de pauvreté 2020 : 11,0	Sarthe, taux de pauvreté 2020 : 12,9	Vendée, taux de pauvreté 2020 : 8,9	Pays de la Loire, taux de pauvreté 2020 : 10,5 (FM* : 14,4)
Foyers bénéficiaires du RSA	30 120	14 603	3 740	12 287	6 500	67 250
Variation (%) sur 1 an	-0,6	-2,6	-1,2	-2,5	-5,3	-1,9
Part (%) sur le total régional	44,8	21,7	5,6	18,3	9,7	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

### Les personnes bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)

2023 T1	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéficiaires de l'ASS	2 933	2 190	650	1 737	1 783	9 293
Variation (%) sur 1 an	-19,5	-18,9	-11,4	-18,2	-18,7	-18,4
Part (%) sur le total régional	31,6	23,6	7,0	18,7	19,2	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

### Les foyers bénéficiaires de la Prime d'Activité (PA)

2023 T1	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Foyers bénéficiaires de la PA	105 253	63 967	21 160	42 320	47 663	280 363
Variation (%) sur 1 an	+5,2	+6,3	+5,1	+5,4	+5,8	+5,6
Part (%) sur le total régional	37,5	22,8	7,5	15,1	17,0	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

### Les personnes bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

2023 T1	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
Bénéficiaires de l'AAH	23 643	11 687	4 777	8 910	10 283	59 300
Variation (%) sur 1 an	+5,7	+3,9	+4,9	+1,3	+1,0	+3,8
Part (%) sur le total régional	39,9	19,7	8,1	15,0	17,3	100,0

\* FM : France métropolitaine

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire